

# Swissmem – politique stratégique des matières premières

Votre représentant d'intérêts en faveur d'une place  
industrielle et intellectuelle suisse performante



# Sommaire

<b>1</b>	<b>Situation de départ</b>	<b>3</b>
1.1	Les principaux métaux	3
1.2	Raison et ampleur des augmentations des prix	4
1.3	Approvisionnement économique du pays	4
1.4	Enquête Swissmem	5
<b>2</b>	<b>Approches politiques de l'Europe</b>	<b>6</b>
2.1	Politique commerciale	6
2.2	L'exemple de la Chine	6
2.3	Crise de l'acier avec l'UE	7
<b>3</b>	<b>Points de repères politiques en Allemagne</b>	<b>8</b>
3.1	Les principaux acteurs et leurs rôles respectifs	8
	a) Ministère allemand de l'économie et de la technologie (BMWi)	8
	b) Union fédérale de l'industrie allemande (BDI)	8
	c) Institut fédéral des géosciences et des ressources naturelles (BGR)	8
3.2	Eléments d'une politique des matières premières en Allemagne	8
	a) Améliorer la mise en réseau des divers secteurs politiques	8
	b) Supprimer les barrières commerciales, éliminer les distorsions de la concurrence	9
<b>4</b>	<b>Conclusions pour l'industrie MEM suisse</b>	<b>10</b>
4.1	Mesures politiques	10
4.2	Bilan	10
<b>5</b>	<b>Sources</b>	<b>11</b>

# 1 Situation de départ

Une grande partie des produits qui assurent le succès de l'industrie MEM sur les marchés mondiaux est composée de métaux. Dès lors, le problème de l'approvisionnement en matières premières ne se limite pas à la politique énergétique, en l'occurrence au pétrole et au gaz.

Etant donné que la plupart des métaux transformés en Suisse sont importés, l'industrie MEM dépend à ce titre des marchés internationaux des matières premières. Les hausses continues des prix des matières premières et de l'énergie grèvent l'industrie suisse. Etant donné qu'il n'est pas toujours possible de répercuter les augmentations de prix, les marges diminuent et nuisent à la compétitivité de nos entreprises.

Compte tenu de l'augmentation des prix de l'énergie et des matières premières et des difficultés d'approvisionnement, des mesures étatiques au niveau des entreprises et de la branche sont indispensables. L'ensemble de ces mesures peut être qualifié de «politique stratégique des matières premières».

Le présent document propose pour commencer une brève analyse de certaines matières premières. Par la suite, le sujet est examiné dans le contexte international, puis en découlera un bilan ciblé de Swissmem.

## 1.1 Les principaux métaux

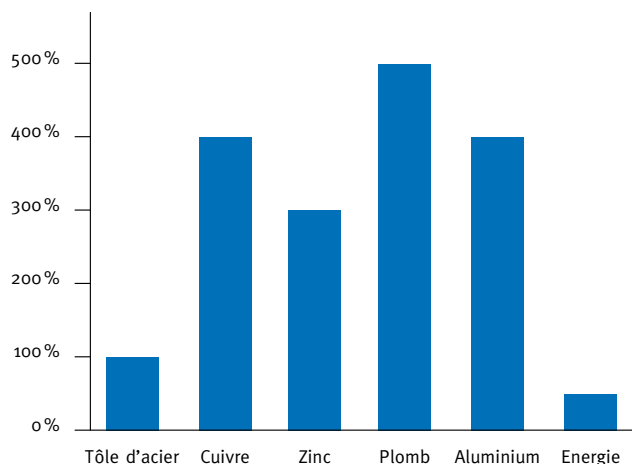
	Application	Concentration régionale de l'extraction*	Parts des principales entreprises*
Le minerai de fer est la base de la fabrication de l'acier et constitue l'une des matières les plus indispensables de notre technologie. Jusqu'au milieu du 20 <sup>e</sup> siècle, l'on extrayait du minerai de fer en Allemagne, pays dont les réserves sont aujourd'hui épuisées.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction de véhicules</li> <li>- Bâtiment/construction</li> <li>- Machines</li> <li>- Equipements et installations</li> <li>- Industrie électrique</li> </ul>	Brésil (22,3%) Australie (19,6%) Chine (15,1%) Inde (11,1%) Russie (7,4%)	CVRD (Brésil, 18,5%) Rio Tinto (Grande-Bretagne, 9,4%) BHP Billiton (Australie, 8,6%) Cleveland Cliffs (USA, 2,5%) Anglo American (Grande-Bretagne, 2,4%)
L'aluminium est l'un des métaux les plus abondants de la croûte terrestre. Il est surtout utilisé, du fait de sa faible densité, dans les alliages (allègement).	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Secteur aéronautique et aérospatial</li> <li>- Véhicules</li> <li>- Bâtiment/construction</li> <li>- Industrie électrique</li> <li>- Industrie alimentaire (emballages)</li> </ul>	Australie (34,0%) Brésil (12,5%) Guinée (10,9%) Chine (10,2%) Jamaïque (8,0%)	Alcoa (USA, 15,5%) Alumina Ltd. (Australie, 9,4%) Rio Tinto (Grande-Bretagne, 9,4%) BHP Billiton (Australie, 7,5%) Alcan (Canada, 7,1%)
Le cuivre; allié à l'étain donne du bronze, et allié au zinc du laiton.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Industrie électrique</li> <li>- Bâtiment/construction</li> <li>- Machines</li> <li>- Monnaies</li> </ul>	Chili (35,3%) USA (7,6%) Indonésie (7,1%) Pérou (6,7%) Australie (6,2%)	Codelco (Chili, 12,5%) BHP Billiton (Australie, 8,6%) Phelps Dodge (USA, 6,8%) Grupo Mexico (Mexique, 5,8%) Rio Tinto (Grande-Bretagne, 5,4%)
Le nickel, grâce à sa résistance à l'oxydation, est souvent utilisé comme couche protectrice sur d'autres métaux.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Acier et autres alliages anticorrosion</li> <li>- Turbines à gaz</li> <li>- Moteurs de fusées</li> <li>- Revêtements métalliques</li> <li>- Monnaies</li> <li>- Catalyseurs</li> <li>- Batteries</li> </ul>	Russie (20,7%) Canada (13,7%) Australie (12,9%) Indonésie (10,2%) Nouvelle-Calédonie (7,7%)	Norilsk Nickel (Russie, 17,7%) Inco (Canada, 14,1%) BHP Billiton (Australie, 11,2%) Falconbridge (Canada, 5,9%) Eramet-SLN (France, 4,4%)
Source: Spiegel Special 5/2006	Source: Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe		

\*Chiffres entre parenthèses = part à la production mondiale 2005

## 1.2 Raison et ampleur des augmentations des prix

### Niveau des prix (2003–2007) Augmentations des prix des matières premières et de l'énergie depuis 5 ans

Source: Ruag Holding



Les augmentations de prix en pourcentage au cours des cinq dernières années ont été massives. L'énergie a augmenté de 50%, la tôle d'acier de 100%, le zinc de 300%, le cuivre et l'aluminium de 400%, le plomb de 500%. Chez Ruag par exemple, cette évolution a augmenté les coûts de production depuis 2003 de 35 millions de francs.

C'est en premier lieu l'évolution de la demande qui soutient la hausse des prix: l'industrialisation a pris une cadence ahurissante dans les Etats BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine). Cette croissance de la demande va probablement persister à l'avenir et continuer à augmenter les prix, malgré des capacités de production accrues. L'augmentation continue de conglomérats du côté des fournisseurs accentue encore les craintes. Des oligopoles pouvant dicter les prix à leur guise s'établissent dans divers marchés. La spéculation, toujours plus rentable sur le cours des matières premières et de l'énergie, augmente également la pression sur les prix.

## 1.3 Approvisionnement économique du pays

L'approvisionnement économique du pays a pour but de surmonter les crises d'approvisionnement et d'assurer la continuité de la vie économique même en cas de pénurie ne pouvant plus être maîtrisée par les milieux économiques à eux seuls. Grâce à des interventions ciblées, sont créées des conditions cadres permettant à l'économie de garantir l'approvisionnement le plus équilibré possible à un niveau inférieur, de sorte qu'aucun déséquilibre économique ni aucune tension sociale ne puissent surgir.

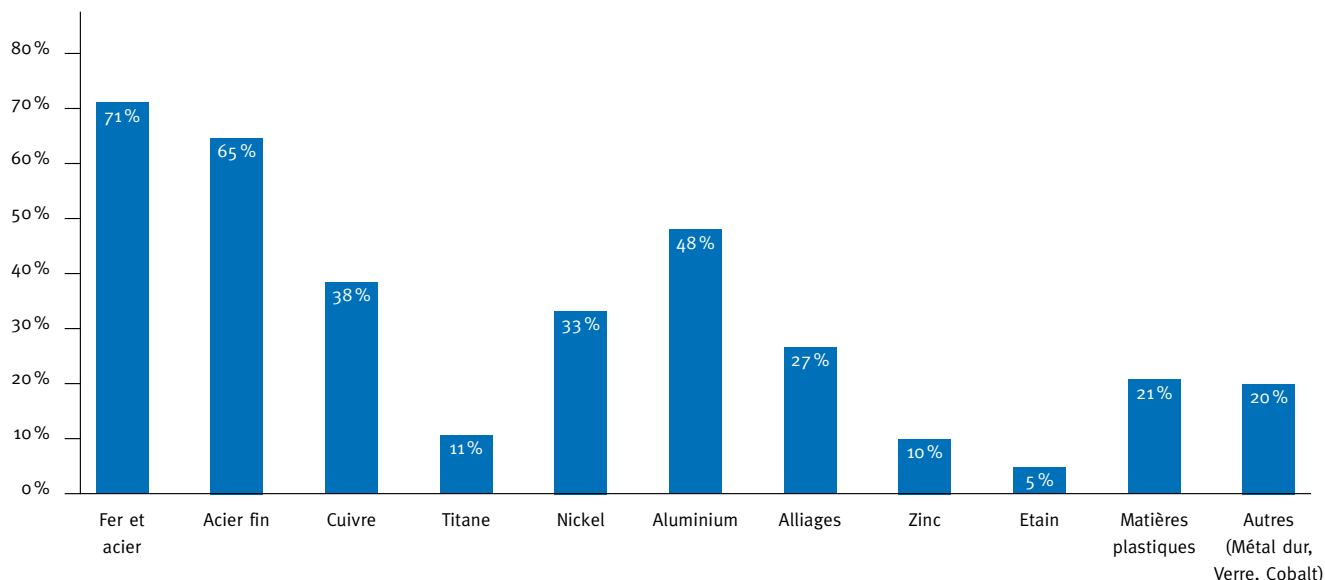
Une longue interruption ou un effondrement de cette chaîne d'approvisionnement fragile représente un risque. Traditionnellement, Swissmem est en contact étroit avec l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays (OFAE).

L'achat de matières premières reste cependant prioritairement la tâche des entreprises. En règle générale, elles sont bien préparées pour gérer les différents cycles sur ces marchés.

Des interventions étatiques comme la Suisse en a connu il y a plus de 20 ans avec l'interdiction d'exportation de ferraille, ont entraîné des discutables subventions croisées entre les différents secteurs économiques. Par conséquent, de telles mesures sont à éviter.

## 1.4 Enquête Swissmem

### Quelles sont les matières premières les plus importantes pour nos entreprises membres?



#### **Evaluation de l'importance du sujet**

Pour les entreprises membres de Swissmem, les principaux produits de base sont le fer et l'acier, les métaux non ferreux et l'aluminium. Il leur importe au plus haut point que la chaîne d'approvisionnement puisse fonctionner de manière optimale en cas de crise également (crise politique ou attentats terroristes).

Pour nos membres, l'approvisionnement en matières premières est un chapitre important de la politique commerciale extérieure. Au terme d'une enquête effectuée en automne 2007 auprès de 418 entreprises membres appartenant à divers groupes professionnels, il apparaît que 67% des entreprises interrogées jugent ce thème très important. Elles le placent au même niveau que la question des taux de change.

Quelque 42% des entreprises Swissmem jugent très importants les deux thèmes «accords de libre-échange et OMC». Cette politique doit s'adapter aux situations nouvelles et la problématique des matières premières doit être dûment prise en compte lors de la conclusion d'accords de libre-échange et dans les discussions de l'OMC. Notons que la Chine, par exemple, avec sa politique de développement offensive, tente de se profiler comme le porte-parole des pays en développement.

Une source de préoccupations est la poursuite éventuelle de la progression des prix. La disponibilité en matières premières joue également un rôle pour 40% des entreprises. En revanche, il existe un consensus sur l'idée que tant que des matières premières sont négociées en bourse et qu'il y a donc un prix du marché, aucune intervention politique n'est nécessaire. On attend de notre association qu'elle fournisse à ses membres des informations générales sur l'évolution du marché, en particulier sur ses répercussions en termes de prix et de délais de livraison. Les entreprises souhaitent que ce sujet soit suivi sur un plan européen.

## 2 Approches politiques de l'Europe

Pour l'industrie européenne, l'accès aux matières premières est d'une importance vitale. Un nombre important de personnalités et de gouvernements ont invité la commission européenne à élaborer un concept politique cohérent sur l'approvisionnement en matières premières.

### 2.1 Politique commerciale

L'Union européenne peut prendre des mesures de protection contre des pratiques commerciales déloyales liées aux importations provenant d'Etats non membres de l'Union européenne. On trouve les principales définitions ainsi que les procédures en cours à ce sujet sur la page d'accueil du site Internet du Ministère fédéral autrichien de l'économie et du travail. Un certain nombre de notions importantes y sont précisées en ces termes.

#### **Dumping**

Une marchandise est considérée comme faisant l'objet de dumping si son prix à l'exportation vers l'UE est inférieur à celui sur le marché intérieur du pays exportateur (valeur normale).

#### **Domage**

Il y a dommage s'il est constaté qu'un secteur économique de l'UE est clairement lésé ou menacé d'un préjudice important, ou encore si la mise sur pied d'un secteur économique communautaire se trouve sensiblement retardée.

#### **Intérêts communautaires**

L'intérêt de la Communauté européenne repose sur une évaluation globale des intérêts en présence. Souvent les intérêts de l'industrie de transformation (les utilisateurs des produits en question), du commerce et des consommateurs s'opposent à ceux du fabricant.

#### **Subventionnement**

On considère qu'il y a subventionnement lorsqu'un gouvernement, celui de l'Etat d'origine ou de l'Etat exportateur, fournit une aide financière ou toute forme de soutien aux revenus et aux prix afin d'encourager la production, l'exportation et la distribution d'une marchandise.

### 2.2 L'exemple de la Chine

La croissance de l'économie mondiale est la principale cause du renchérissement des matières premières. A cet égard, le rôle de la Chine doit être relativisé pour plusieurs raisons. D'abord, pour de nombreuses matières premières, la Chine est moins tributaire des importations que ne le sont d'autres pays. Ensuite, ne perdons pas de vue que de nombreuses entreprises occidentales ont déplacé leur production dans ce pays, de sorte qu'une partie de la consommation chinoise de matières premières leur est imputable. Les groupes Swissmem, ainsi que le Conseil, ont examiné cette question, pour parvenir à la conclusion que Swissmem se doit de suivre cette thématique sur une base multilatérale.

Par ailleurs, la Chine multiplie ses contacts commerciaux bilatéraux avec des Etats riches en matières premières, en Afrique et en Amérique latine. Son offensive commerciale comprend diverses mesures d'aide économique, telles que réductions de dettes, crédits à bas taux d'intérêt, soutien à des projets d'infrastructure, etc. Au Soudan, par exemple, la Chine est le principal extracteur de pétrole. D'après un compte rendu du journal «Handelsblatt» de fin janvier 2007, un quart des importations chinoises de pétrole est d'origine africaine.

Le Centre d'études chinoises de l'Université de Stellenbosch, en Afrique du sud, offre des programmes d'études sur la Chine et le continent africain. Dans une publication datant de novembre 2007 et intitulée «Engagement de la Chine en Afrique: actualisation d'une étude de cas africains» (soutenue par la Fondation Rockefeller), le centre examine l'engagement chinois dans les pays suivants: Angola, Ethiopie, Gabon, Ouganda, Afrique du sud et Zambie.

## Relations commerciales entre l'Afrique et la Chine (en milliers de USD)

	1996	1999	2006
Exportations vers la Chine	1 464,48	5 540,71	28 767,62
Importations de la Chine	2 566,33	5 057,40	26 704,87

Source: Centre of Chinese Studies, Université de Stellenbosch, p. 3  
World Trade Atlas Data

Le 1<sup>er</sup> chapitre de l'étude passe en revue les relations actuelles entre la Chine et l'Afrique. Il mentionne le forum de coopération Chine-Afrique, qui fut fondé en 2000.

Nous rapportons ci-dessous un certain nombre de mesures adoptées par le gouvernement chinois en novembre 2006 lors de la réunion de l'assemblée du forum de coopération afin de valoriser le continent africain.

- La mise sur pied d'un fonds de développement de 5 milliards USD pour inciter les entreprises chinoises à investir en Afrique.
- La formation initiale et continue de 15 000 techniciens africains jusqu'en 2009.
- La construction de 30 hôpitaux et l'octroi d'un prêt de 37,5 millions pour combattre la malaria.
- Doubler le chiffre actuel (2000) d'étudiants africains boursiers admis en Chine, pour arriver à 4 000 en 2009.

### 2.3 Crise de l'acier avec l'UE

A la mi-décembre 2007, la commission de l'UE avait lancé la première procédure «antidumping» contre la Chine, suite à des importations de certains produits en acier et réagi ainsi à la plainte de l'association européenne de l'acier «eurofer» ([www.eurofer.org](http://www.eurofer.org)). La commission dispose d'un délai de deux à neuf mois pour engager des premières mesures. L'analyse de la demande a lieu en trois étapes:

- 1 Lancement de la procédure
- 2 Fixation de droits antidumping ou antisubventions provisoires
- 3 Fixation de droits antidumping ou antisubventions définitifs

Le calendrier détaillé de la procédure antidumping est publié sous [www.mineco.fgov.be/organization\\_Market/dumping/home\\_de.htm](http://www.mineco.fgov.be/organization_Market/dumping/home_de.htm)

«Orgalime», l'association européenne de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux, se dit sceptique face à la plainte antidumping de l'industrie européenne à l'encontre de la Chine. Au sein de l'Union européenne, les avis diffèrent en ce qui concerne les sanctions de l'UE. Des pays comme la France et l'Italie se prononcent en faveur de sanctions de l'UE contre toute pratique déloyale, tandis que les pays scandinaves considèrent les sanctions économiques comme un instrument servant au protectionnisme.

En Allemagne et selon la presse, le «Wirtschaftsverband Stahl- und Metallverarbeitung (WSM)» doute que des plaintes puissent aboutir avec succès. Le prix d'exportation des vendeurs chinois mentionné dans les trois cas par Eurofer se situe au-delà du niveau de prix en Chine, ce qui ne constitue pas une situation de dumping. De plus, la Chine a annulé au cours des derniers mois l'avantage fiscal pour les exportations d'acier et introduit des taxes d'exportation supplémentaires. Il est prévu de vérifier à l'aide de normes juridiques s'il y a dumping ou non. Par contre, des mesures protectionnistes auraient des conséquences en majeure partie négatives sur les entreprises de transformation de taille moyenne. Les producteurs d'acier européens sont appelés à relever les défis de la concurrence internationale.

Sur le site Internet de son ministère du commerce, la Chine rejette les reproches d'antidumping et espère que la commission de l'UE analysera soigneusement la plainte et renoncera à prendre des mesures.

## 3 Points de repère politiques en Allemagne

### 3.1 Les principaux acteurs et leurs rôles respectifs

#### a) Ministère allemand de l'économie et de la technologie (BMWi)

Le thème des matières premières a déjà fait l'objet de discussions au sein de nombreuses commissions économiques, politiques, administratives et de recherche. Le ministère fédéral s'attache à centraliser l'expertise en matière de gestion des matières premières. En 2007, le ministère fédéral allemand a publié un projet de recherche intitulé «Evolution de la situation de l'offre et de la demande de matières premières minérales». Les principaux résultats de cette étude peuvent être résumés comme suit:

Les marchés des matières premières se trouvent dans une phase de prix élevés, ce qui correspond à un cycle typique pour la branche. Les prix élevés actuels susciteront tôt ou tard une nouvelle offre; à plus long terme, les prix s'inscriront en repli avec l'ouverture de nouvelles capacités minières et des investissements dans de nouvelles mines.

#### b) Union fédérale de l'industrie allemande (BDI)

La hausse des prix des matières premières a incité la BDI à constituer un groupe de travail intitulé «Problématique internationale des matières premières», dont la tâche consiste à réfléchir aux objectifs et aux instruments d'une politique stratégique des matières premières en Allemagne.

Principales conclusions:

- La politique commerciale multilatérale doit contrecarrer le protectionnisme.
- La politique commerciale bilatérale doit figurer à l'agenda des négociations bilatérales en cours (Inde, Corée du Sud).
- La politique extérieure doit s'opposer aux pratiques entraînant une distorsion du commerce et de la concurrence.

#### c) Institut fédéral des géosciences et des ressources naturelles (BGR)

Le BGR est un office spécialisé du ministère fédéral de l'Economie et de la Technologie (BMWi). En tant que centre scientifique et technique, il conseille le gouvernement fédéral pour toutes les questions relatives à la géoscience. L'institut fédéral de géosciences et de ressources naturelles met à disposition, sous la forme de rapports sur la situation des matières premières en Allemagne, des faits et des chiffres définissant le commerce extérieur ainsi que la consommation et l'approvisionnement de l'Allemagne en ressources naturelles minérales et énergétiques.

### 3.2 Eléments d'une politique des matières premières en Allemagne

#### a) Améliorer la mise en réseau des divers secteurs politiques

Afin de pouvoir résoudre efficacement les questions relevant de la politique des matières premières, les divers domaines intéressés à cette thématique doivent être regroupés au sein de l'administration fédérale. Selon un document de travail du gouvernement allemand daté de mars 2007, il convient d'accorder durablement une importance accrue à la politique des matières premières. Un comité interministériel des matières premières a été constitué à cette fin. Cet organe regroupe des experts en économie et en matières premières ainsi que des spécialistes des domaines suivants:

- Politique commerciale et des affaires économiques extérieures
- Politique du développement
- Politique environnementale
- Politique européenne

**b) Supprimer les barrières commerciales,  
éliminer les distorsions de la concurrence**

L'importance stratégique des matières premières a incité les pays à prendre des mesures de politique commerciale (p. ex. droits de douane à l'exportation) qui avantagent l'industrie concernée et entraînent une distorsion de la concurrence. Le gouvernement fédéral dénonce de telles infractions aux accords internationaux (par exemple OMC). L'arsenal des mesures à disposition pour les combattre est cependant limité.

Le communiqué du 22 février 2008 (COM 2008/108) de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur la compétitivité des industries des métaux, est de la plus haute importance pour cette branche. Ce document analyse les éléments de la politique commerciale destinés à renforcer la compétitivité des industries métallurgiques de l'UE. Le communiqué souligne que certaines pratiques de distorsion ont eu tendance à proliférer ces dernières années. La Russie applique par exemple des taxes allant jusqu'à 50% sur les exportations de ferraille. L'Inde vient d'introduire une taxe à l'exportation du minerai de fer. La Chine interdit aux sociétés étrangères de détenir une participation majoritaire dans des secteurs tels que l'acier et a introduit plusieurs mécanismes qui restreignent l'exportation de matières premières des métaux ou fournit une aide publique à l'achat de ces matières auprès de sources externes.

L'industrie européenne doit combattre de telles pratiques avec tous les instruments disponibles, étant donné qu'elles touchent directement les entreprises dès que les produits fabriqués à l'aide de matières premières subventionnées sont commercialisés sur le marché mondial à des prix de dumping.

Dans son communiqué, la Commission européenne propose de prendre les mesures suivantes:

- La Commission continuera à utiliser tous les instruments disponibles pour remédier aux pratiques contraires aux accords commerciaux internationaux.
- Dans le cadre des négociations commerciales multilatérales et bilatérales, elle continuera à s'opposer à l'utilisation de taxes à l'exportation frappant des métaux et des matières premières.
- En 2008, la Commission a présenté un communiqué visant à améliorer un accès durable aux minerais et aux matières premières secondaires aussi bien dans l'UE que sur le plan international.
- La Commission poursuivra un dialogue économique étroit avec des pays tiers clés.

## 4 Conclusions pour l'industrie MEM suisse

### 4.1 Mesures politiques

Au niveau politique, Swissmem prévoit les mesures suivantes afin de pouvoir améliorer les conditions cadres pour l'industrie MEM suisse: Pour son approvisionnement en matières premières et en énergie, l'industrie MEM doit se tourner vers des marchés ouverts et compétitifs. Comme expliqué ci-dessus, une telle situation de concurrence est menacée par des entreprises ainsi que par certains pays qui tentent de préserver leur accès favorable aux ressources importantes à l'aide d'une politique d'intérêt et de pouvoir ciblée. Par conséquent, le Conseil fédéral est appelé à analyser soigneusement le comportement d'entreprises puissantes sur le marché ainsi que celui des pays exportateurs de matières premières à intervenir en cas d'infraction contre les règles du libre marché et, si nécessaire, à engager des mesures avec l'UE ou dans le cadre de l'OMC. Ceci constitue un moyen pour la politique de s'engager activement en faveur de meilleures conditions cadres pour l'industrie suisse MEM. Il n'est ainsi pas possible de parler de mesures étatiques dirigistes sur les marchés ou même de politique industrielle, mais plutôt d'empêcher une évolution nuisant à la concurrence qui pourrait émaner d'entreprises puissantes et de pratiques protectionnistes de certains Etats.

Swissmem est persuadée que l'OMC assume à ce niveau une tâche importante. De ce fait, la fondation d'une autorité de concurrence internationale serait appréciée. Il semble qu'une première tentative de créer une telle autorité dans le cadre de l'OMC a échoué.

De plus, la dépendance énergétique du pétrole et du gaz doit être diminuée à long terme en remplaçant ces deux sources par l'électricité. Nous avons besoin pour cela, outre l'encouragement à l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables, de la modernisation des centrales existantes et également de la création de nouveaux centres de production. La construction de nouvelles centrales hydrauliques et nucléaires est donc incontournable. La Confédération est obligée de transmettre un signal politique clair en faveur de la construction de nouvelles centrales nucléaires et de veiller à ce que, dans le cadre des procédures données, aucun retard dans leur réalisation ne surgisse.

### 4.2 Bilan

Dans notre système économique les défis découlant des augmentations de prix des matières premières et de l'énergie sont en priorité du ressort des entreprises et l'industrie MEM sera en mesure de les relever.

Swissmem soutient ses entreprises membres dans leurs revendications politico-économiques à l'aide d'actions de lobbying, de la mise à disposition de contacts de son réseau international et par son travail de relations publiques.

Compte tenu du risque de pratiques protectionnistes de certains pays et dans l'intérêt de la place industrielle et intellectuelle suisse, les milieux politiques sont appelés à intervenir en cas d'infractions contre le libre marché et, si nécessaire, à engager des mesures avec l'UE. Ainsi, la politique peut activement contribuer à de meilleures conditions cadres en faveur de l'industrie MEM suisse.

## 5 Sources

BGR, RWI, ISI (2005), Trends der Angebots- und Nachfragesituation bei mineralischen Rohstoffen, Forschungsprojekt Nr. 09/05 des Bundesministeriums für Wirtschaft und Technologie (BMWi)

BGR (2005), Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe, Rohstoffwirtschaftliche Steckbriefe für Metall- und Nichtmetallrohstoffe, Hannover 2005

BGR (2007), Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe, Rohstoffwirtschaftliche Länderstudien, Heft XXXVI, Bundesrepublik Deutschland Rohstoffsituation 2006, Hannover 2007

BDI (2006), Bericht zur Verfügbarkeitssituation metallischer Rohstoffe und ihren Auswirkungen auf die deutsche Wirtschaft

BDI (2007), Rohstoffsicherheits-Anforderungen an Industrie und Politik, BDI-Drucksache 395

Bundesministerium für Wirtschaft und Arbeit (2005), Thesen zur Rohstoffpolitik

Bundesministerium für Wirtschaft und Arbeit (2005), Bericht zur aktuellen rohstoffwirtschaftlichen Situation und zu möglichen rohstoffpolitischen Handlungsoptionen

Deutsche Bank Research (2006), Chinas Rohstoffhunger: Auswirkungen auf Afrika und Lateinamerika, Frankfurt am Main

Deutscher Sparkassen- und Giroverband e.V. (2007), Branchenreport Metallerzeugung und -bearbeitung, Stuttgart

IISI (2007), Institut International de l'acier et du fer, World Steel in Figures, Bruxelles

COM (2008) 108 final: Communication au Conseil et au Parlement européen sur la compétitivité des industries des métaux

Rapport UBS research focus (2005), UBS Wealth Management Research, Zurich

Rapport UBS research focus sur les matières premières (2006), Matières premières: vers la fin de l'abondance, UBS Wealth Management Research, Zurich

University of Stellenbosch, Centre for Chinese Studies (2007): Chine's Engagement of Africa: Preliminary Scoping of African case Studies Angola, Ethiopia, Gabon, Uganda, South Africa, Zambia

Wirtschaftsvereinigung Stahl (2006), Statistisches Jahrbuch der Stahlindustrie 2006/2007, Düsseldorf

Extraits de la presse:  
China kauft sich in Afrika ein, Handelsblatt, N° 22, 31.01.2007; p.7  
Der Kampf um Rohstoffe, Spiegel Special N° 5/2006



Swissmem  
Kirchenweg 4, Case postale  
8032 Zurich

Téléphone +41 (0)44 384 41 11  
Téléfax +41 (0)44 384 42 42  
[www.swissmem.ch](http://www.swissmem.ch)  
[info@swissmem.ch](mailto:info@swissmem.ch)

L'industrie suisse des machines,  
des équipements électriques et des métaux